

M. MCKINNON: Je préfère laisser les pommes, en tant que telles, à M. Kemp, pour répondre de façon générale à votre question et à celle du sénateur Crerar. Les concessions que nous ont accordées quatorze ou quinze pays, nous les avons payées de deux façons, soit compromettant la préférence dont nous jouissions dans certains autres pays du Commonwealth, soit en réduisant nos propres droits. Quant à la disparition des préférences dont nous jouissions dans certains autres pays du Commonwealth, disons qu'elles étaient fort peu nombreuses. La plus importante de celles qui sont disparues est,—le sénateur McDonald l'a noté,—celle dont nous jouissions au Royaume-Uni à l'égard des pommes.

L'hon. M. HAIG: L'a-t-on supprimée ?

M. MCKINNON: Oui, on a supprimé la préférence dont nous jouissions aux États-Unis à l'égard des pommes.

L'hon. M. DAVIES: Que signifiait-elle ?

M. MCKINNON: La délégation s'est inspirée de certaines considérations, celle-ci par exemple: à l'heure actuelle, et peut-être pour quelque temps encore, il se peut que le Royaume-Uni n'ait plus de dollars pour acheter des pommes, mêmes des pommes canadiennes. D'autre part, depuis dix ou vingt ans, le Royaume-Uni est passé au rang des très grands producteurs de pommes. Je ne saurais dire précisément quelle est l'importance de sa production, mais je ne serais pas étonné d'apprendre qu'il produit aujourd'hui plus de pommes que nous n'en produisons nous-mêmes. Il est certain que l'on trouve là-bas des vergers beaucoup plus vastes que les vergers que je connais au Canada.

Le PRÉSIDENT: Suffisent-ils à ses propres besoins ?

M. MCKINNON: Je crois que l'on pourrait y produire chaque année toutes les pommes nécessaires à la consommation domestique, sans avoir à en importer une seule. En dehors de toute autre considération d'accords commerciaux et d'accords portant sur le change, le Royaume-Uni n'aurait pas à importer une seule pomme cette année pour son usage à lui. Les vergers du Devon, du Cornwall, du Somerset et du Norfolk ont été développés de façon extraordinaire. Il ne faut pas oublier que nous nous préoccupons aussi, comme le notait M. Deutsch hier, du gain-pain de notre population. Il est certain que le marché du Royaume-Uni devenait beaucoup moins intéressant pour nous, de deux points de vue; premièrement parce qu'en ce moment, ce pays n'a pas d'argent pour nous payer, et deuxièmement parce qu'il semble qu'il veuille arriver à se suffire à lui-même en ce qui concerne les pommes.

Il fallait donc, M. le sénateur McDonald, déterminer si, compte tenu de toutes les concessions que nous obtenions, il y avait avantage à conserver à tout prix cette préférence. Nous avons fini par conclure qu'il valait beaucoup mieux chercher d'autres marchés pour nos pommes et obtenir en même temps des concessions de tous les autres pays qui voudraient bien nous les accorder.

L'hon. M. McDONALD (*King's*): Pendant que nous y sommes, monsieur McKinnon, nous direz-vous si les États-Unis ou tout autre pays ont insisté tant soit peu sur la suppression de cette préférence en particulier ?

M. MCKINNON: Pas plus que n'ont insisté les États-Unis à l'égard de beaucoup d'autres préférences. Au début des négociations, ceux-ci voulaient les supprimer toutes. Comme c'était manifestement impossible, ils ont alors demandé une suppression appréciable des préférences. Au bout du compte ils en sont venus à réclamer une diminution. Naturellement, au cours des négociations, ils ont surtout insisté sur certaines d'entre elles, et celle dont nous parlons figurait parmi les huit ou dix ayant fait l'objet d'une attention spéciale. Les négociateurs ayant